INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 13 octobre 2022**

* Les bourses européennes sont soulagées d'avoir les mauvais chiffres de l'inflation aux Etats-Unis derrière elles. Juste après sa publication, le CAC40 a dévissé pour perdre nettement plus de 1% mais les marchés se sont repris en fin de séance. Le CAC 40 et l'EuroStoxx50 ont finalement gagné respectivement 1,04% à 5 879,19 points et 0,93% à 3 362,40 points. Même retournement spectaculaire à Wall Street où le Dow Jones s’adjuge 1,17% à 29 553,63 points tandis que le Nasdaq Composite progresse de 1,49% à 29 644,72 points.
* Hors les éléments volatils que sont l'énergie et l'alimentation, l'inflation a atteint 6,6% en rythme annuel en septembre aux Etats-Unis, alors qu'elle était attendue à 6,5%. Il s'agit d'un plus haut de 40 ans.
* Les marchés financiers s'attendent à un nouveau relèvement de trois de quarts de point des taux de la Banque centrale américaine à l'issue de sa réunion de politique monétaire des 1er et 2 novembre, selon le baromètre FedWatch de CME. Ils lui attribuent désormais une probabilité de près de 100%.
* Cette séance a aussi marquée par la réduction des tensions sur le marché des taux en Europe à la faveur d'une information de la chaîne de TV Sky News selon laquelle le gouvernement britannique pourrait réviser à la baisse ses projets budgétaires. Le rendement du 10 ans britannique perdait 23 points de base à 4,19% et son équivalent allemand, 3 points de base à 2,28% vers 17h30.
* En Allemagne, le taux d'inflation en Allemagne s'est établi à 10% en rythme annuel en septembre 2022, contre 7,9% en août 2022, a confirmé Destatis ce matin. Le taux d'inflation se maintient depuis sept mois au-dessus de 7%.
* La livre sterling s’est redressée en début d’après-midi à la faveur d’une information de la chaîne de télévision Sky News selon laquelle le gouvernement britannique pourrait revoir à la baisse ses projets budgétaires. La devise britannique gagne 1,08% à 1,1565 euro. « De nouvelles volte-faces sur le mini-budget pourraient être imminentes - des discussions actives sont en cours à Downing Street », titre Sky News.

Fin septembre, les projets de nouvelles dépenses budgétaires, notamment des baisses d'impôts, de la Première ministre, Liz Truss, avaient mis sous tension les marchés des taux et des changes britanniques. La Banque d'Angleterre a était contrainte d'intervenir en achetant des obligations d'Etat britanniques.

Cette relance budgétaire intervient en effet à un moment où l'inflation est déjà très élevée au Royaume-Uni, atteignant près de 10% en août.

Les informations de Sky News ont permis une détente sur le marché des taux outre-manche. Le rendement du 10 ans perd ainsi plus de 12 points de base à 4,29%. Il est même tombé en début d'après-midi à 4,08% avant que les chiffres plus élevés que prévu de l'inflation aux Etats-Unis n'enflamment les marchés obligataires mondiaux. En repli avant 14h30, le rendement du 10 ans allemand gagne désormais 3 points de base à 2,34%.

* L'inflation aux Etats-Unis est ressortie à +0,4% en septembre alors qu’elle était attendue en progression de 0,2% après une hausse de 0,1% en août. Hors les éléments volatils que sont l'énergie et l'alimentation, l'inflation a augmenté de 0,0,6% en septembre après une hausse de 0,6% en août. Le consensus s’élevait à 0,5%.
* Le taux d'inflation en Allemagne s'est établi à 10% en rythme annuel en septembre 2022, contre 7,9% en août 2022, a confirmé Destatis. Le taux d'inflation se maintient depuis sept mois au-dessus de 7%.
* UBS a rehaussé de 50% de ses estimations pour le prix du gaz en Europe sur la période 2022-2024 en raison de l’interruption de la fourniture de gaz russe via Nord Stream 1. Le prix le gaz faisant référence en Europe - le Dutch TTF – est désormais anticipé à 180 euros le mégawatt-heure au quatrième trimestre et au premier trimestre 2023 contre 120 euros le mégawatt-heure auparavant. Il devrait s’élever en moyenne à 160 euros le mégawatt-heure l’année prochaine contre une moyenne attendue de 146 euros cette année.

Le spécialiste souligne que le remplissage des stocks en 2023 devrait être plus difficile avec moins de gaz russe.

**SOCIETES**

* L'énergie a continué de tenir le haut de l'affiche à Paris. Sous la pression des syndicats et du gouvernement, TotalEnergies a annoncé qu'il allait inviter les organisations syndicales à des négociations sur les salaires à partir de 20h00.
* Sous la pression des syndicats et du gouvernement, TotalEnergies va attribuer un bonus exceptionnel à ses salariés et ouvrir immédiatement des négociations salariales. En Bourse, l’action du groupe pétrolier a gagné 3,11% à 51,30 euros au sein d’un secteur bien orienté en Europe. Plafonné pour les salaires élevés, ce bonus un mois de salaire sera versé aux salariés de toutes les sociétés détenues à 100 % par TotalEnergies, ainsi qu’aux salariés des sociétés détenues à plus de 50 % en cas d’accord de leurs organes de gouvernance.

Au premier semestre, le résultat net part TotalEnergies a bondi de 92% à 10,6 milliards de dollars.

Le groupe pétrolier a indiqué jeudi matin avoir informé les organisations syndicales rencontrées hier qu'elle était disposée à envisager un budget pour les augmentations salariales 2023 sur la base de l'inflation 2022. Il a précisé à l'AFP qu'elle proposait une revalorisation de 6%, sans rencontrer de succès auprès des syndicats.

La CGT demande pour sa part une augmentation de 10% cette année, dont 7% de hausse de salaire et 3% pour le partage de richesse, contre 3,5% obtenus en début d'année.

Dans l'après-midi, la direction de TotalEnergies a invité l'ensemble des organisations syndicales représentatives à des négociations salariales collectives ce soir à 20 heures. La CGT et la CFDT ont accepté l'invitation, rapporte Reuters.

TotalEnergies explique avoir pris cette décision compte-tenu de l'attitude responsable des équipes concernées par la réquisition décidée par le gouvernement pour rétablir les flux de carburants sortant du dépôt de Dunkerque. Cette réquisition avait été particulièrement critiquée par les syndicats.

* Renault Group crée The future is Neutral, entreprise opérant sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie circulaire automobile, et ayant pour vocation d'engager l'industrie automobile à tendre vers la neutralité en ressources. Elle rassemble toutes les expertises existantes du groupe et de ses partenaires liés à cette activité, cette nouvelle entité propose des solutions de recyclage en boucle fermée à chaque étape de la vie d'un véhicule : approvisionnement en pièces et matières premières, production, usage et fin de vie.

Dans un contexte de transition énergétique marqué par la raréfaction des ressources et l'inflation du prix des matières premières, cette entité développera davantage de solutions technologiques et industrielles grâce à l'expertise de ses filiales et de son réseau de partenaires déjà opérant.

Elle permettra aux acteurs du monde automobile de faire significativement progresser leur taux de matières recyclées issues de l'automobile dans la production de véhicules neufs. Aujourd'hui, un véhicule neuf affiche entre 20 et 30% de matières recyclées seulement, issues de toutes les industries.

À court terme, l'entité a pour objectif de faire croître ses activités existantes en les dotant d'un business model dédié et en développant de nouveaux débouchés auprès de la filière automobile.

Avec l'objectif que le portefeuille d'activités atteigne un chiffre d'affaires supérieur à 2,3 milliards d'euros et une marge opérationnelle supérieure à 10 % d'ici 2030, "The future is neutral" ambitionne d'être le leader à l'échelle industrielle et européenne, de l'économie circulaire automobile en boucle fermée.

* L’action Vilmorin & Cie a progressé de 3,58% à 42 euros, échappant à la baisse du marché parisien grâce à des profits annuels meilleurs que prévu. Le résultat net du producteur français de semences s’est élevé à 95,4 millions d’euros sur l’exercice 2021/2022, clos fin juin, en progression de 2 millions d’euros par rapport à l’exercice précédent. Il s’agit du résultat net le plus élevé depuis l’exercice 2012-2013. En part du groupe, il est ressorti à 92,2 millions d’euros, en repli de 0,1 million d’euros.

Le résultat opérationnel consolidé du semencier a atteint 136,3 millions d'euros, en hausse par rapport à l'exercice précédent (127,4 millions d'euros) sur l'ensemble des activités semences, y compris l'activité Produits de Jardin. Il fait ressortir un taux de marge opérationnelle courante de 8,6 %, en léger retrait de 0,3 point par rapport à l'exercice 2020-2021.

Kepler Cheuvreux souligne qu'aussi bien le bénéfice net et le résultat opérationnel ont nettement dépassé les attentes.

Son chiffre d'affaires consolidé, correspondant au revenu des activités ordinaires, est ressorti à 1,59 milliard d'euros, en hausse de 7,5 % à données courantes et de 6,2 % à données comparables.

Dans un contexte général pourtant déstabilisé par le conflit russo-ukrainien, Vilmorin & Cie est parvenu à dépasser l'objectif de croissance de son chiffre d'affaires consolidé tel que révisé à l'issue du troisième trimestre de l'exercice (soit une croissance d'environ 5 % à données comparables).

Pour l'exercice 2022-2023, Vilmorin & Cie se fixe l'objectif d'atteindre une progression de son chiffre d'affaires consolidé comprise entre 6 % et 8 %6, hors impact positif de la loi EGalim sur le chiffre d'affaires.

* Digital World Acquisition bondit de 10% dans les transactions hors séance après une information d'Axios selon laquelle Google, filiale d'Alphabet , a accepté de distribuer l'application Truth Social de Donald Trump, née de la fusion entre Digital World Acquisition et Trump Media & Technology Group.

Trump Media & Technology Group ("TMTG") a annoncé que l'application Android Truth Social peut être téléchargée par les utilisateurs dans le Google Play Store.

Fort de cette inclusion, Truth Social est désormais accessible sur tous les appareils aux États-Unis.

Devin Nunes, PDG de TMTG, a déclaré : "Ce fut un plaisir de travailler avec Google, et nous sommes heureux qu'ils nous aient aidés à apporter enfin Truth Social à tous les Américains, quel que soit l'appareil qu'ils utilisent. Ce jour marque une étape importante dans notre mission de restauration de la liberté d'expression en ligne."

* Le cours de la compagnie aérienne Easyjet a gagné 1,17% en Bourse à 288,43 pence après la publication d'un point d'activité ce jour. Sur l'ensemble de l'exercice clos fin septembre, elle anticipe une perte globale avant impôts pour l'exercice 2022 située entre 170 et 190 millions de livres sterling, en ligne avec les prévisions des analystes d'une perte d'environ 180 millions de livres. Le chiffre d'affaires sur l'exercice 2022 devrait s'établir selon les prévisions du transporteur aux environs de 5,77 milliards de livres sterling, contre 1,45 milliard en 2021.

La fourchette d'Ebitdar sur l'exercice 2002 devrait se situer entre 560 et 580 millions de livres sterling.

L'entreprise a accusé une perte de change d'environ 64 millions de livres sterling résultant de la réévaluation du bilan et des coûts supplémentaires de perturbation d'environ 75 millions. Ces coûts sont principalement liés aux problèmes opérationnels rencontrés dans l'ensemble du secteur au troisième trimestre. L'impact d'Omicron, la guerre en Ukraine et les problèmes rencontrés par l'ensemble du secteur cet été ont tous affecté la performance opérationnelle au cours de l'exercice.

Malgré cela, la demande a été forte pour le principal réseau d'aéroports d'easyJet, qui continue de produire des résultats.

EasyJet prévoit une offre portant sur environ 20 millions de sièges au premier trimestre de l'exercice 2023. Il s'agit d'une augmentation de plus de 30% par rapport à l'année précédente, l'offre capacitaire au Royaume-Uni pendant les périodes de pointe, telles que les vacances d'automne en octobre et la semaine de Noël, étant revenue aux niveaux pré-pandémiques.

Les réservations continuent de bien progresser, avec des coefficients d'occupation supérieurs à ceux de la même période de l'année 2019, et les rendements restent solides. Ce programme de vols permet de conserver une certaine résilience tout en offrant une plateforme pour préparer la montée en puissance de l'été 23, indique le transporteur dans son point d'activité.

**ANALYSES**

* Inexistants, mal conçus ou trop lents. Tels sont les termes du président de la Banque mondiale ou de la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) lorsqu'ils évoquent les mécanismes actuels de restructuration des dettes publiques et privées des pays émergents et en développement.

Une fois de plus, lors de l'ouverture, jeudi à Washington, des assemblées d'automne des deux institutions multilatérales, ils n'ont pu que s'alarmer de la montée des périls. Pour David Malpass, le président de la Banque, une « cinquième vague de crise de la dette » est en vue.

La patronne du FMI, Kristalina Georgieva, de son côté, a rappelé que près d'un quart des pays émergents et jusqu'à 60 % des pays les plus pauvres risquent d'être confrontés à une crise de leur endettement. Signe de ces difficultés grandissantes, le FMI a lancé 16 programmes d’aide depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pour un total de 90 milliards de dollars. « Nous étudions actuellement 28 autres demandes », a-t-elle indiqué jeudi.

Tout en soulignant que son institution avait encore les moyens d'octroyer des crédits - le potentiel est estimé à 700 milliards de dollars selon elle - elle n'en a pas moins appelé les pays du G20 à revoir leur copie pour opérer les restructurations de dettes. A l'automne 2020, le G20 avait bien créé un cadre commun de résolution dans ce but.

Las, à ce jour, seuls trois pays - Ethiopie, Tchad et Zambie - ont fait une demande officielle. « Il faut rendre ce cadre commun plus attractif. Son processus n'est pas prévisible », a déploré Kristalina Georgieva. En décidant de recourir au cadre commun, « c'est comme si vous entriez dans un tunnel sans savoir où vous allez ». D'où la grande hésitation des pays les plus vulnérables.

Le président de la Banque mondiale a été encore plus sévère. « Le monde n'a pas actuellement de technique pour fournir un allégement de dette même lorsque celle-ci est insoutenable. De nombreux pays, en particulier africains, ont demandé un allégement de dette sans pouvoir trouver un moyen pour le faire », a-t-il déploré. Le Ghana et le Nigeria sont parmi les pays à la recherche d'une restructuration.

Avec la hausse des prix, notamment ceux de l'alimentation qui compose une large partie du panier des achats dans les pays pauvres, et la hausse des taux d'intérêt, les risques de tension sur la dette sont à la hausse. « Rien qu'en 2022, environ 44 milliards de dollars de dette, détenue par le secteur privé ou d'autres Etats, sont devenus exigibles » dans certains des pays les plus pauvres. C'est un montant supérieur à l'aide internationale reçue par ces mêmes pays, avait souligné en début de semaine David Malpass.

Les deux dirigeants ont enjoint la Chine, important créancier de ces pays émergents et en développement, à jouer le jeu et à être plus transparente. Car le FMI comme la Banque mondiale sont confrontés à la limite de leur mandat : ils ne peuvent pas prêter à des Etats qui font face à un risque de défaut. Il faut d'abord une restructuration de la dette qui n'est possible qu'avec l'accord de l'ensemble des créanciers.

L’exemple du Sri Lanka est emblématique. En défaut de paiement, ce pays d'Asie du Sud dont les réserves de devises sont au plus bas n'a toujours pas pu entrer dans un programme d'aide du FMI, faute d'un accord entre ses principaux créanciers, au premier rang desquels la Chine et l'Inde.

**L’AGENDA DU 14 octobre 2022**

**8h45 en France**

Inflation en septembre

**14h30 aux Etats-Unis**

Ventes au détail en septembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des entreprises en août

Indice de confiance de l'Université du Michigan des consommateurs en septembre